



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COOP AGRIC D'ESTERNAY

RUE DE CHATHAM
BP 7
51310 Esternay

Références : D1 i 2024 583
Code AIOT : 0005701527

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement COOP AGRIC D'ESTERNAY implanté 7 rue de Chatham 51310 Esternay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site implanté sur la commune d'ESTERNAY (51310) et exploité par la coopérative agricole d'Esternay le 16/07/2024 dans le cadre de l'action collective silos 2024. Cette visite a pour objectif de vérifier la conformité du site par rapport à la réglementation silo.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOP AGRIC D'ESTERNAY
- 7 rue de Chatham 51310 Esternay
- Code AIOT : 0005701527
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site réalise une activité de stockage en vrac de céréales et de grains en silos. Compte tenu des capacités de stockage du site, celui-ci relève du régime de l'autorisation environnementale pour la

rubrique 2160 de la nomenclature ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	1 mois
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective	3 mois et 1 mois
7	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 20/02/2024, article 2	Sans objet
2	Suite des précédentes VI	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.3.16	Sans objet
5	Thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 16/07/2024 a permis de constater plusieurs écarts réglementaires. Ces écarts mettent en évidence la nécessité pour l'exploitant de renforcer son suivi documentaire notamment concernant les formations portant sur les risques liés à son activité de stockage de grains en silos, ainsi que son suivi des écarts constatés lors des visites de vérifications périodiques. Sur le plan opérationnel, l'exploitant devra également être vigilant aux actions de nettoyage afin d'éviter des dérives plus importantes susceptibles de provoquer des situations à risques. Ces constats feront l'objet d'une lettre de suite préfectorale .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Seuils ICPE
Prescription contrôlée : Tableau de nomenclature
Constats : Les capacités de stockage en silos constatées lors de la visite sont conformes aux quantités autorisées. L'inspection n'a pas constaté d'écarts sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite des précédentes VI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.3.16
Thème(s) : Autre, évacuation des fumées
Prescription contrôlée : travaux de mise en place du dispositif d'évacuation des fumées dans le bâtiment de stockage d'engrais solides.
Constats : L'inspection a constaté que des dispositifs d'évacuation des fumées sont en place dans le magasin produits phytosanitaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure interne de nettoyage des poussières en date de 2019. Cette procédure comprends un volet encadrant l'utilisation des appareils de nettoyage y compris le balai et la soufflette. Les nettoyages réalisés sont enregistrés sur des fiches de suivi informatique conservées sur le serveur informatique du site. Les dates des nettoyages enregistrés dans les fiches de suivi ne semblent pas correspondre aux fréquences et critères définis dans la procédure. Lors de la visite l'inspection a constaté une accumulation non négligeable de poussières et de grains dans les silos inspectés. Dans le silo 8 l'inspection a constaté une accumulation conséquente de matière. Selon l'exploitant cette accumulation serait dû a un débordement récent au niveau de la trémie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 mois, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none">• réaliser le nettoyage des zones concernées par l'accumulation de poussières et de grains ;• actualiser la procédure de nettoyage pour la mettre en cohérence avec les besoins réels de nettoyage du site ;• transmettre à l'inspection les preuves de la mise en œuvre de ces actions.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations foudre et électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les derniers rapports de vérification électrique et risques foudre. Ces rapports sont respectivement daté du 20 novembre 2023 et du 7 juin 2023.</p> <p>Les rapports font état d'écarts que l'exploitant a entrepris de lever à travers différentes actions. Bien que l'exploitant ait pu démontrer la mise en œuvre de certaines de ces actions lors de la visite de site, il ne dispose d'aucun plan d'action ou d'aucun suivi formalisé lui permettant de justifier de la prise en compte des conclusions de ces rapports.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection un document lui permettant de suivre de façon formalisée la prise en compte des conclusions des avis et des rapports de contrôles mentionnés à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Thermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'efficacité de la thermométrie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des cellules du silo disposent de sondes thermométriques. Il y a plusieurs sondes par cellules. Les températures relevées sont suivies et enregistrées matin et soir via un logiciel de pilotage sur des postes de commande par les opérateurs silos. Des actions de ventilation sont réalisées pour limiter la montée en température des stockages en cas de dépassements des valeurs seuils de surveillance fixées par l'exploitant. L'exploitant a la capacité de détecter d'éventuelles défauts des sondes grâce à son logiciel de mesure.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé d'écarts sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du bon état et de la disponibilité des moyens incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'extincteurs et de colonnes sèches. Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé en mai 2024. Conformément à son arrêté préfectoral, une partie des besoins en eau du site en cas d'incendie est assurée par 2 poteaux incendies situés à l'extérieur du site. Lors de la visite l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'il s'assure que ces derniers sont bien contrôlés et en mesure de fournir les débits attendus en cas d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle des poteaux incendie et les justificatifs lui permettant de s'assurer que les débits nécessaires pour garantir les besoins en eau du site en cas d'incendie sont bien atteints.</p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant transmettra également à l'inspection les rapports de contrôle de ses moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, colonnes sèches, ...)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.Le</p>

personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

L'exploitant suit la formation de son personnel à travers un plan de formation formalisé. Une formation initiale portant sur les risques liés au stockage de grains figure dans le plan de formation présenté à l'inspection le jour de la visite, toutefois celle-ci n'a pas été réalisée.

L'exploitant a expliqué à l'inspection qu'il délègue les formations en question à un organisme extérieur. Une campagne est prévue pour les nouveaux arrivants chaque année mais ces formations sont systématiquement annulées depuis au moins 2 ans par l'organisme en question car le nombre minimum de participants n'est pas atteint.

L'exploitant ne réalise pas de recyclages de ces formations.

L'exploitant emploie des intérimaires en période des moissons. Selon l'exploitant, ces intérimaires ne sont pas affectés aux silos mais uniquement à la pesée. Le jour de la visite, compte tenu de l'activité basse en raison des fortes pluies, l'inspection n'a pas pu interroger d'intérimaires présents sur leurs connaissances des risques particuliers liés à l'activité du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son plan de formation actualisé.

Sous le même délai, il transmettra également un échéancier de la mise en œuvre des formations et du recyclage de l'ensemble de son personnel aux risques liés à son activité y compris les intérimaires.

Pour rappel, même si les intérimaires ne font pas directement partie du personnel du site l'exploitant doit quand même s'assurer qu'ils ont reçu une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement qu'ils soient en poste aux silos ou non.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois